

**RAPPORT N° 2023/7-05  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 7 décembre 2023**

**OBJET**

**FOURNITURE ET LIVRAISON DE COMPOSE DE TRAITEMENT DES SULFURES A BASE DE NITRATE DE CALCIUM SUR DIVERS POSTES DE REFOULEMENT DES EAUX USEES – AUTORISATION DE SIGNER L'ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE**

**I. CONTEXTE**

La CINOR, compétente en matière d'assainissement collectif, dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement de son réseau de collecte des eaux usées, a équipé quatre postes de refoulement en traitement des sulfures (PR BUTOR, PR JAMAÏQUE, PR MOULIN CADERC et PR BOUT DE PISTE).

La formation d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) dans les canalisations engendre des nuisances diverses pouvant avoir des conséquences non négligeables (risque mortel pour le personnel, odeurs, corrosions des ouvrages). Le système de traitement des sulfures a pour objectif de neutraliser la formation d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) dans les canalisations.

Le marché actuel de fourniture et livraison de composés de traitement des sulfures sur divers postes de refoulement des eaux usées, dont le titulaire est l'entreprise EECA SAS, arrivera à son terme le 23 avril 2024.

Aussi, afin de prendre le relais de l'actuel marché à partir de l'échéance précitée et pour assurer une continuité dans l'approvisionnement de ce réactif, une consultation par appel d'offres européen pour un accord cadre à bons de commande pour une durée de deux ans a été lancée. Les quantités pour l'exercice sont estimées à 1 000 m<sup>3</sup>.

**II. PROCEDURE DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

La consultation des entreprises a été lancée le 17 octobre 2023 selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique.

Ce marché est passé à prix unitaire pour une quantité minimale de 100 m<sup>3</sup> et une quantité prévisionnelle maximale de 1 000 m<sup>3</sup> sur deux ans. L'estimation du marché sur la base des quantités maximums a été établie à 850 000 € HT.

A la date de remise des offres, deux plis ont été enregistrés et remis avant la date limite de remise des offres fixée au 22 novembre 2023 à 12 heures locales. Il a été procédé à l'ouverture des plis le jour même.

Après avoir constaté que toutes les pièces de candidatures requises ont été remises par les candidats et après avoir analysé les capacités techniques et financières des candidats, les candidatures ont été agréées.

Suite à l'analyse des offres établie sur la base des critères de jugement pondérés fixés au règlement de la consultation, la Commission d'appel d'offres, réunie en séance du 6 décembre 2023, a décidé d'attribuer le marché à la société EECA SAS pour un montant prévisionnel sur deux ans de 699 000 € HT et de classer les offres comme suit :

- 1<sup>er</sup> : société EECA SAS (note globale de 97,9 /100)
- 2<sup>ème</sup> : société COROI SAS (note globale de 97,0 /100)

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives de cet accord cadre à bons de commande ;
- M'autoriser à signer ce marché de fourniture correspondant conformément à la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 6 décembre 2023, et en application du code de la commande publique ;
- M'autoriser, au cas où le prestataire attributaire ne remettrait pas les pièces prévues à l'article 51 du CMP, à signer le marché avec le prestataire fournisseur classé 2<sup>ème</sup>

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

**CINOR**  
Département de la Réunion

Accusé de réception en préfecture  
C974-230740110-20231207-BC2023-7-05-DE  
Intégré de télétransmission : 14/12/2023  
Date de réception préfecture : 14/12/2023  
de la Réunion

**DECISION N° 2023/7-05  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 7 décembre 2023**

**OBJET**

**FOURNITURE ET LIVRAISON DE COMPOSE DE TRAITEMENT DES SULFURES A BASE DE NITRATE DE CALCIUM SUR DIVERS POSTES DE REFOULEMENT DES EAUX USEES – AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHE ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2023/7-05 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les pièces constitutives de cet accord cadre à bons de commande.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer cet accord cadre à bons de commande conformément à la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres avec la société EECA SAS pour un montant prévisionnel de 699 000 € HT.

**ARTICLE 3**

D'autoriser, au cas où le prestataire attributaire ne remettrait pas les pièces prévues à l'article 51 du CMP, à signer le marché avec la société COROI SAS classée 2<sup>ème</sup> pour un montant de 735 000 € HT sous réserve que celle-ci soit en mesure de fournir les pièces prévues à l'article 51 du CMP.

Nombre de votants : 12 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 14 DEC 2023

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20231207-BC2023-7-05-DE Date de télétransmission : 14/12/2023 Date de réception préfecture : 14/12/2023
--